



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

P. BOUSEZ

23. RUE DU ROCHER, 75008 PARIS

Tel : 42.94.22.75

Fax : 42.94.27.82

17668

RAPPORT GENERAL DE MISSION EN AFRIQUE POUR LE COMPTE DE L'ONU

DU 18 MAI AU 8 JUILLET 1989

PRECEDEE D'UNE MISSION PREPARATOIRE A VIENNE ET A BRUXELLES

DU 7 AU 11 MAI 1989 INCLUS

ET D'UNE MISSION DE COMPTE RENDU A VIENNE ET A BRUXELLES

DU 9 AU 19 JUILLET 1989 INCLUS

I/ R W A N D A

Arrivée à KIGALI le vendredi 19 mai, par vol AF 483 du 18 Mai 1989.

Accueilli par M. Emmanuel BANGAMWABU, chef du Service de la Promotion à la Direction Générale de l'Industrie du Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat, et de son adjoint M. Célestin RUBURA, sur instruction de l'Ambassade du Rwanda à Paris.

Nous avons commencé nos entretiens avec ces fonctionnaires et avons eu ensuite un entretien avec le Directeur de l'agro-industrie, M. NSABIMANA Dismas, et avec M. HAKIZIMANA Deo Gracias, Directeur du Service de la Planification au même Ministère.

Ces entretiens ont permis de préparer un programme de contacts avec les promoteurs concernés par notre mission.

Nous sommes ensuite allé rendre compte à M. WATTEZ, représentant résident du PNUD, assisté du J.P.O. M. SANON, qui nous ont assuré de leur entier concours et accordé une voiture et un chauffeur pour deux voyages que nous étions conduit à effectuer à l'intérieur du pays.

Nous sommes ensuite allé rendre visite à M. MPONGEMPABE Léopold, Chef du Service d'évaluation des projets de la Banque Rwandaise de Développement, concernée par la plupart des promoteurs à visiter.

Nous avons également rendu visite à M. AYIRWANDA Martin, secrétaire général de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda, assisté de M. NAHABO Théodore, directeur de la promotion, expert de ladite Chambre de Commerce.

.../...

Nous avons eu également un entretien avec M. FOOFAT Foo Pak Sen (John), conseiller en marketing, en mission de la CNUCED/GATT auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda, notamment pour promouvoir une meilleure connaissance des normes et procédures d'exportation dans ce pays.

Nous avons eu également un entretien avec M. ARDAG Meghdessian, représentant adjoint du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies.

Pour compléter nos informations nous avons rencontré S.Exc. M. BITARD, Ambassadeur de France - M. Pierre BOEDOZ, chef du Poste d'Expansion Economique français - et M. Christian PELLAUD de la Mission helvétique de Coopération à l'Ambassade de Suisse.

Pour terminer, nous avons eu un entretien avec M. AÏT YOUNEF Abdel Hamid, de nationalité algérienne, chargé par le PNUD du projet d'amélioration de l'économie au Ministère de l'Industrie.

Nous avons eu alors, pendant les jours qui ont suivi, des entretiens approfondis (et pour la plupart à plusieurs reprises) avec des promoteurs dont les noms suivent :

- | | | |
|------------------------------|---|----------------------|
| . M. SEKAMANA François | | |
| Projet SEREPI à KIGALI | | Voir fiche ci-jointe |
| . M. MBUGULIZE Ephrem | | |
| Projet DUHAMIC-ADRI à KIGALI | " | " |
| . M. NGENZI Paul | | |
| Projet SORAWATOM à KIGALI | " | " |

Le jeudi 25 mai, nous nous sommes rendu à CYANGUGU. En cours de route nous avons visité la fabrique artisanale de confiture de GIHINDAMUYAGA à BUTARE (Projet COFIGI) qui produit des confitures suivant les méthodes familiales "de nos grand-mères" et des boîtes de fruits, sans projet de développement intéressant.

Nous avons vainement tenté de rencontrer, à MUSEBEYA (commune de GIKONGORO), M. Jean Damascène GASARARWE, qui a un projet de fabrique de panneaux structurés en bois.

De même, dans la même commune, nous avons tenté sans succès de rencontrer M. Sigisbert MUSANGAMFURA, qui a un projet de production d'engrais organiques (à base de lombrics).

Il serait intéressant de revoir ces deux promoteurs.

A CYANGUGU, au bord du sud du Lac Kivu, nous avons étudié le projet de développement de la Société SONAFRUIT (voir fiche ci-jointe).

.../....

Le vendredi 26 mai nous nous sommes rendu à GISENYI (au bord de la partie nord du Lac Kivu).

En cours de route, à RUHANGERI, nous avons vainement tenté de rencontrer M. BIZIMANA Augustin, directeur de la Sté de transformation du pyrêtre (OPYRWA).

D'après les renseignements que nous avons recueillis, notamment auprès du PNUD, une mission d'étude de faisabilité, financée par le PNUD, se serait rendue sur place et aurait été purement et simplement rejetée par l'ancienne direction.

Il semble que le fournisseur britannique du matériel, auteur du projet, a été averti de la prochaine venue de cette mission de contrôle de la technologie et des prix; il se serait rendu sur place deux semaines avant la mission du PNUD et qu'il aurait "fait le nécessaire" ... pour que cette mission ne puisse effectuer son travail.

A la suite de cela, le PNUD a bien entendu décidé de ne donner aucune suite à un financement quelconque du projet et le directeur de l'OPYRWA a été d'ailleurs rapidement démis de ses fonctions par les autorités rwandaises.

Nous n'avons pas insisté vu la position négative du PNUD à l'égard de ce projet, pour les raisons évoquées ci-dessus.

Dans la même région de RUHANGERI également, nous nous sommes rendu à la maïse-rie de MUKAMIRA dont le directeur, M. DIRIMASI Jean Damascène, n'avait pu se rendre libre malgré la demande du Ministère.

Cette entreprise a un projet intéressant de production de malt de maïs (goritz) utilisable en brasserie pour économiser partiellement les importations du malt d'orge traditionnel.

Il serait intéressant de la contacter ultérieurement.

Nous sommes passé ensuite dans la zone industrielle de MUTURA où s'édifie actuellement une unité de laiterie et transformation du lait : Laiterie de NKAMIRA, dont l'avancement ne justifiait pas notre intervention.

A GHISENI, nous avons eu deux entretiens avec des promoteurs

- a) M. Joseph MUNYANDAMUTSA, directeur de la Sté SOCOPRODAL (Société de Commercialisation des Produits du Grand Lac) dont l'idée de projet est intéressante.

Il a besoin d'assistance technique, notamment pour la conservation de la pomme de terre. Voir fiche ci-jointe

- b) Le Docteur vétérinaire KAGAME Anaclet, auteur d'un projet d'unité de séchage de drèche de brasserie, projet qui revêt un intérêt particulier Voir fiche ci-jointe

Au retour, nous avons eu l'occasion de constater qu'une importante production d'avocats et de pommes de terre se vend, à bas prix, au bord de la route.

.../...

Le samedi 27, le dimanche 28 et le lundi 29, nous avons reçu, pour des entretiens polongés et l'examen détaillé de leur projet

- . M. SEKAMANA François - Projet SEREPI Fiche ci-jointe
- . M. MBUGULIZE Ephrem - Projet DUHAMIC-AGRI "
- . M. NGENZI Paul - Projet SORWATOM "

ainsi que deux autres promoteurs

- . M. HABİYAKAREA Alphonse, bourgmestre (fonctionnaire) de la Commune de TAMBWE (GITARAMA), promoteur du projet SORWABOIS Fiche ci-jointe
- . M. l'Ingénieur KABANGO Vénéhas, promoteur du projet de Laboratoire de Contrôle de la Qualité et d'Organisation de Maintenance Industrielle "

Nous avons bien entendu rendu compte au Représentant résident du PNUD, Monsieur WATTEZ, de l'ensemble de nos entretiens et de l'évolution de nos travaux, ainsi qu'au Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat en la personne de M. BANGAMWABO Emmanuel (déjà cité au début de ce rapport).

En dehors des différents projets ci-dessus dont nous avons rencontré les promoteurs, nous avons été informé de l'existence de quelques projets, ci-après évoqués, pour lesquels nous n'avons fait qu'une simple démarche étant donné leur situation.

a) projet de Margarinerie-huilerie : SAKIRWA

Ce projet est en cours de réalisation par un industriel d'origine indienne, commerçant important installé à Kigali, qui vient de mettre en route une usine de raffinage d'huile de palme.

- b) projet RWANTEXCO : c'est une usine de production de couvertures, en cours d'exploitation.
- c) projet UTEXRWA, usine de fabrication de tissus en pleine exploitation.
- d) projet d'usine de fabrication d'huile de tournesol; projet encore au stade expérimental. Il est réalisé par une société américaine : TECHNO SERVE, dont le directeur est M. Jim HERNE.
- e) unité de production de jus et vin d'ananas.
Cette unité, dirigée par M. Paul Emile RWAMVOKA, est entièrement prise en mains par une firme allemande. Il affirme qu'il fabrique un produit équivalent au meilleur vin blanc.

Une liste des noms, adresses, coordonnées, de nos contacts au Rwanda est jointe en annexe ainsi que :

- . la liste des entreprises industrielles (branche agro-industrie)
- . la composition du Gouvernement rwandais au 15 janvier 89
- . une liste des sociétés et représentations françaises au Rwanda
- . une note d'appréciation des nouvelles données de la politique économique rwandaise et de l'action des PME dans ce pays.

RWANDA (Suite)

Ces éléments sont complétés par deux indications concernant l'inflation et l'évolution de la dette extérieure, de 1983 à 1987.

Une note vise également le développement du tourisme.

Mardi 30 mai, départ en fin de matinée pour Bujumbura (vol AF 481).

2/ BURUNDI

(du mardi 30 mai au vendredi 9 juin)

Mardi 30 mai, arrivée à Bujumbura, venant de Kigali

Après nous être présenté au Représentant-résident du PNUD, M. Joseph KOTTA, qui a chargé son collaborateur, spécialisé dans les questions ONUDI, M. KARORERO, de nous apporter son aide,

Nous avons commencé nos investigations par une réunion de travail organisée, le mercredi 1er juin, par M. Joseph NSABIMANA, conseiller au Département des Etudes et de la Documentation Industrielles du Ministère du Commerce et de l'Industrie (informé de notre venue par l'Ambassade du Burundi à Paris) et qui nous avait accueilli la veille, à notre arrivée.

A cette réunion participaient, outre M. NSABIMANA

- . M. Cyrille NDENGEYINGOMO
Directeur général de l'Industrie, par intérim
- . M. Sylvestre NDIKURIYO,
Directeur de l'Industrie
- . M. Jean-Marie BUKWARE
du Département des Etudes et de la Documentation
Industrielles

Au cours de cette réunion, différents projets ont été évoqués et M. NSABIMANA a été chargé de nous faciliter contacts et démarches.

Les jours suivants, nous avons également eu des entretiens avec M. Patrice DAUTEL, Chef du Poste d'Expansion Economique français

avec M. Donatien BIHUTE, PDG de la Meridien Bank du Burundi (ancien vice-président de la Banque Africaine de Développement)

également avec M. Jean Gaston BAGANZICHAHA, responsable du service industriel de la Banque Nationale de Développement Economique

avec M. Domitien SINGOYE, Président de la Chambre de Commerce franco-burundaise

avec M. Jean SINDAYIGAYA, ancien PDG de la Banque Commerciale du Burundi

avec M. Jean NGARAMBE, Directeur général du Centre de Promotion Industrielle du Burundi

Enfin, nous avons été invité par le secrétaire-trésorier du Rotary-Club du Burundi, M. Didier VIELFAURE, à participer au déjeuner de cette organisation afin d'y présenter l'objet de notre mission et d'y recueillir un maximum d'informations (le mercredi 7 juin).

.../...

Burundi (Suite)

Au cours de notre séjour, nous avons également collaboré avec le chef du projet APEX (Banque Mondiale), Monsieur Marcelin G. DAYER, citoyen helvétique, dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burundi.

M. DAYER a d'ailleurs bien voulu organiser le mardi 6 juin, une réunion de promoteurs qui nous a permis de compléter les contacts que nous avons déjà établis avec d'autres.

De l'ensemble de nos travaux il s'est dégagé un certain nombre de projets et d'idées de projets, à savoir :

- | | |
|--|-----------------|
| . projet U.P.C. - usine de produits en coton
M. NKAMICANIYE David | fiche ci-jointe |
| . projet S.N.P. Sté Nouvelle des Peaux du Burundi - tannerie
M. SINGOYE Domitien | fiche ci-jointe |
| . projet COMIBURUNDI - solutés et eau minérale
M. KAMATARI Etienne | " " |
| . projet d'unité de transformation de plantes
médicinales
Docteur FUMBA Gabriel | " " |
| . projet ERCO - haricots verts
M. NZAMBIMANAE Edouard | " " |
| . projet ERCO - laiterie
M. NZAMBIMANAE Edouard | " " |
| . projet TC & M - boissons gazeuses à prix bas
M. SINDAYIGAYA | " " |
| . Minoterie de MURAMVYA - transformation du maïs
M. BINYOMA Raphaël | " " |
| . projet de transformation de la tomate
Ingénieur M. NIAMBERE Gaspard | " " |
| . projet IMPEG & Cie - usine à riz
Mme MOUYONBERA Nadia
M. BAYONGWA Jean Bosco | " " |
| . projet TRANSBU - création d'une scierie-menuiserie
M. Jean WINKEL | " " |
| . projet poissonerie RUKOHOZA - transformation semi-
industrielle du poisson
Mme RUKOHOZA Marie-Rose | " " |

En dehors de ces différents projets que nous avons étudié en détail et pour lesquels nous avons rédigé une fiche, nous avons évoqué, avec les responsables, les différents projets ci-après qui avaient été présentés aux précédents forums de l'Afrique Centrale

BURUNDI

- a) Sacs de jute le projet est réalisé
- b) Distillerie de GIHOFI - projet de production d'articles à partir des mélasses de la SOSUMO voir note ci-jointe

Ce projet est en attente des résultats d'exploitation, en 1992, de la Sucrierie SOSUMO en service depuis 1988 (financement Banque Mondiale).

Nous avons pu nous faire communiquer confidentiellement l'étude de faisabilité de cette distillerie (étude réalisée en 1986 par le bureau d'études SOFRECO (France)

- c) Laiterie centrale de Bujumbura - une étude de diagnostic a été faite par la S.A. SMITS INGENIERIE NV de Bruxelles (M. E. PEEL).

Depuis cette étude, beaucoup de modifications sont intervenues et notamment la Laiterie Centrale du Burundi a perdu son monopole et la production laitière locale est toujours très insuffisante.

- d) ONAPHA - modernisation d'une usine de conditionnement de produits pharmaceutiques.

Il ne m'a pas été possible de rencontrer le Directeur.

- e) Complexe textile de Bujumbura - L'extension a été réalisée

- f) Fabrique de chaussures à Bujumbura - A été réalisée

- g) Fabrique d'articles en céramique - n'est pas retenu par les autorités

- h) Projet de grande usine de production de produits pharmaceutiques (ONUDI n° BDI/OI2/V/8508).

Ce projet n'est toujours pas réalisé mais il est maintenant au niveau des Chefs d'Etats de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPLG).

Ce projet n'a rien à voir avec celui de l'ONAPHA.

- i) Le C.D.I. nous avait communiqué une correspondance de M. L. ROWLEY, datant d'Octobre 1988.

Nous avons fait tous nos efforts pour retrouver cette personne mais cela s'est avéré impossible.

Nous avons rapporté, pour information, les documents ci-joints :

- 1 - Un exemplaire de la loi portant Code des Investissements et des ordonnances y relatives
- 2 - Un exemplaire du Bulletin d'informations n° 1 de la Chambre de Commerce franco-burundaise
- 3 - Une fiche d'idées d'investissements pour la filière bois établie par le consultant spécialisé, conseiller auprès de la Direction de la Sylviculture et du Ministère de l'Industrie (fiche qui comporte une quantité importante de renseignements précieux).

.../...

Burundi (Suite)

- 4 - Un état des investissements prévus de 1988 à 1992 par le Ministère du Plan.
- 5 - Des données concernant la production de paddy. Les importations de produits laitiers et les superficies boisées actuelles et prévues.
- 6 - Une liste des petits projets soumis actuellement au chef de Projet APEX (cette liste est intéressante car elle donne des idées de projets).
- 7 - une liste exhaustive des entreprises industrielles existant au Burundi, en 1987.

Nous avons terminé notre travail le vendredi 9 juin après-midi et, dans l'impossibilité (vu le poids de nos documents) de repartir par l'avion léger de AIR BURUNDI, pour KIGALI, le samedi 10 au matin, nous avons profité de la voiture de l'Ambassade de Suisse qui repartait dans l'après-midi de Bujumbura vers Kigali pour rentrer dans cette ville le même jour, très tard le soir.

Il était en effet nécessaire que nous puissions être présent à Kigali le samedi 10 où nous attendaient différents dossiers de complément des fiches de certains projets décrits dans notre rapport RWANDA, ainsi que le représentant résident du PNUD, pour un briefing final.

Comme, d'autre part, un seul vol par semaine assure la liaison KIGALI - DOUALA - BANGUI, et que nous avons retenu une place sur ETHIOPIAN AIRLINES pour le dimanche matin alors que le vol CAMAIR partait en fin de matinée pour KIGALI, nous avons voulu éviter le risque de manquer cette correspondance compte tenu des événements qui se déroulaient en Ethiopie et de la nécessité, pour nous, de faire un stop à KIGALI.

Nous avons quitté KIGALI, tout travail terminé, le dimanche 11 juin, par le vol UY 803 (dans lequel nous avons payé un supplément de première classe, moins coûteux que l'excédent de bagage).

Nous sommes arrivé à BANGUI le dimanche 11 juin vers 22 heures.

3/ REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

du Dimanche II au samedi I7 Juin
et
du samedi 24 au jeudi 29 juin 1989

Venant de KIGALI, nous sommes arrivés à BANGUI le dimanche soir, II juin, en fin de soirée.

Dès le lundi matin, I2 juin, nous avons pris contact avec M. ANGELO, représentant résident adjoint du PNUD et Madame Marie-Noëlle GRELL, J.P.O. administrateur des programmes du PNUD.

Nous avons ensuite eu des entretiens préparatoires avec M. Jean Louis GIACOMETTI, Conseiller du Président de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat en présence de M. AYANDHO, Président de ladite Chambre et de M. FARRA-FROND, secrétaire général.

Nous avons, sur leur conseil, pris également contact avec M. HALLER, consultant détaché par le BIT auprès du CAPMEA (Centre d'Appui à la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat).

Nous avons rencontré à plusieurs reprises

M. Ambroise FOALEM, Secrétaire général de l'U.D.E.A.C

M. MALENDOMA, Directeur de la D.P.R.

M. KOYAMBA, Directeur national pour la R.C.A. de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)

Nous avons rendu visite à S. Exc. M. PAVEC, Ambassadeur de France en République centrafricaine

à M. ROUANET, adjoint de M. BELICHOU, Chef de la Mission française de Coopération,

à M. SECULA, Chef du Poste d'Expansion Economique

à S.Exc. M. Shoji SAKAMAKI, Chargé d'affaire de l'Ambassade du Japon

et à M. Désiré NZANGA KOLINGBA (fils du Président de la République) chargé de programme, assisté de Monsieur Jean-Paul DAILLY, représentant résident de la Banque Mondiale (absent).

Nous avons complété nos informations économiques sur le pays et sur la qualité des promoteurs, par des entretiens multiples avec Monsieur François EPAYE, Administrateur directeur général de la B.I.A.O Centrafrique et M. J.B. KOYAGBELE, Administrateur directeur général de l'Union Bancaire en Afrique Centrale.

n conséquence de ces différents entretiens et de divers renseignements recueillis auprès de différentes relations sur place, nous avons pu dégager un certain nombre de projets ou d'idées de projets, à savoir :

R.C.A. (suite)

- . projet S.A. Roland CATTIN & Cie -
diversification et restructuration agricole et agro-
industrielle
M. Yves CATTIN fiche ci-jointe
- . projet BAGARA - Centre de valorisation de la
viande bovine " "
Sté SOCACI - M. EKOMO Ferdinand Roger
- . projet A.D. CONSTRUCTION
Création d'une unité de production d'élé-
ments de construction à base de bois " "
M. PANDA Gervais
- . projet de création développement d'un élevage
intégrés " "
Docteur GRENGBO-SANZIA-SAZIN René
- . projet de création d'une petite unité de trans-
formation de fruits en jus pasteurisé " "
M. Ismaïla NIMAGA
et M. BATIX MIBENE Samuel
- . projet de fabrication de charbon de bois " "
M. MADJIDO Ousmane - Sté KNK
- . projet CATRANS - fabrication de charbon de bois " "
M. GUEGBELET Jean de Dieu

En outre, nous avons rencontré M. François A.W. PEHOUA, ancien Ministre, ancien Gouverneur de la Banque Centrale, producteur et exportateur de café, qui souhaiterait s'intéresser à des projets nouveaux.

M. MAÏDOU, ancien Premier Ministre (frère de S.Exc. M. MAÏDOU, Ambassadeur de RCA à Paris) qui souhaiterait également s'intéresser à des projets nouveaux (il en a les moyens).

M. Nicolas POUMAYE, P.D.G. de la Sté CENTRAP, qui a un projet de clouterie (activité non prévue dans notre mission).

M. Salomon OUAMBO - menuiserie, quincaillerie, bois (pas de projet de développement bois).

Nous avons eu également un entretien avec M. Marcelin LAMINE, assistant au secrétaire général du Ministère d Commerce et de l'Industrie, Directeur du Développement industriel et artisanal.

Enfin, nous avons eu plusieurs entretiens avec M. Ichame KAMACH dont les qualités de chef d'entreprise et de gestionnaire nous ont particulièrement frappé.

M. KAMACH dirige un ensemble d'entreprises qui lui appartiennent ou dont il a le contrôle :

- . la SCAD (chiffre d'affaires 1 milliard de FCFA) qui

.../...

utilise 350 personnes en exploitation forestière, scierie, déroulage et fabrication de contreplaqué.

M. KAMACH a des problèmes de formation de personnel "sur le tas" et souhaiterait l'aide de l'ONUDI dans ce sens.

. la DAMECA (2 milliards de FCFA de chiffre d'affaires), emploie 200 personnes. Activités : commerce de quincaillerie, électricité, électro-ménager, fournitures industrielles (distribue notamment : CABLES DE LYON - MERLIN GERIN - LEGRAND, etc..) pièces automobiles - fabrication de meubles et de cercueils (haute qualité de finition).

. BANGUI CYCLES : Société reprise récemment

. SOCOTRA, etc..

Sa réputation est remarquablement bonne auprès des banques comme auprès des autorités.

Il s'est entretenu de son problème de formation avec Madame HENIN-SPINDLER, laquelle nous a d'ailleurs accompagné dans nos rendez-vous et assisté dans nos travaux du 24 au 30 Juin.

Avant notre départ, nous sommes allés rendre visite à M. Wally N'DOW, représentant résident du PNUD, pour lui rendre compte de nos travaux.

Il est à noter que, à l'occasion de nos contacts avec la Chambre de Commerce, dès le 13 juin, nous avons été présenté par M. GIACOMETTI à un expert-consultant envoyé par la Commission des Communautés Européennes pour la préparation du Forum Industriel de Yaoundé 1989, dans le cadre d'un contrat qui aurait été passé par la C.E.E. avec l'Organisation ORLORUP (des Pays-Bas). Cet expert-consultant a déclaré avoir pour mission l'identification de tous les promoteurs, dans toutes branches industrielles et a souhaité être en notre compagnie lors d'une réunion que nous avons envisagée avec la Chambre de Commerce à laquelle auraient été convoqués tous les promoteurs intéressés.

Etant dans l'ignorance de l'existence de cette mission, débordant la nôtre, et ce consultant, M. Michael MEIXNER, n'ayant pas voulu nous communiquer son ordre de mission, nous n'avons pas refusé le principe d'une collaboration éventuelle mais nous avons tenu, avant toute décision, d'en référer, pour avis et autorisation ou refus, au représentant adjoint du PNUD, M. ANGELO.

Celui-ci a alors pris contact avec le représentant de la C.E.E. et nous a indiqué qu'il ne voyait pas d'opposition à une collaboration entre nous et M. MEIXNER, chacun dans sa branche.

Cette réponse étant intervenue deux jours après que nous ayons posé la question, il était trop tard pour convoquer une réunion en temps utile et, d'autre part, pour ne pas perdre de temps, nous avons pris contact individuellement avec les promoteurs des filières bois et agro-industrie.

.../...

R.C.A. (Suite)

On trouvera en annexe les coordonnées des personnes citées dans le présent rapport.

Nous avons rapporté, joints au présent rapport, un certain nombre de documents :

- . liste des importateurs
- . liste des entreprises industrielles, par secteur d'activités
- . liste des exportateurs

Un des problèmes qui nous est apparu majeur dans ce pays c'est la pénurie de promoteurs et la nécessité d'apporter, à la Chambre de Commerce et au CAPMEA, un appui important par consultants ou experts afin de permettre d'améliorer la situation et d'apporter à ce pays des idées et des moyens de développement.

4 / T C H A DDU SAMEDI 17 AU SAMEDI 25 JUIN

Nous sommes arrivé le samedi 17 juin, vers minuit, venant de BANGUI.

Dès le lendemain dimanche, 18 juin, nous avons pris contact avec le Directeur national de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), Monsieur MADJI, afin d'avoir une première impression sur les questions économiques de ce pays.

Nous avons également rencontré le Maire de N'DJAMENA, M. Ali SALIM, et son frère pharmacien au Cameroun qui venait également de Bangui où il avait participé à un colloque ayant pour objet la création, au niveau régional (UDEAC) d'une unité de production de produits pharmaceutiques, notamment à base de plantes.

Dès le lundi matin nous nous sommes présentés au bureau du représentant résident du PNUD, M. DIERX DE CSASTERLE, qui nous a fait recevoir par M. Marc RIEHL (citoyen français d'Alsace) chargé de programme du PNUD.

Nous avons ensuite pris contact avec la Chambre Consulaire (c'est le nom de la Chambre de Commerce) où nous avons rencontré le Secrétaire général, M. Ramah SALEH et M. ABAKAR AL-HADJ OUSMANE, chef de la Division de Promotion industrielle, commerciale, agricole, artisanale et des services de ladite Chambre Consulaire.

Nous avons ensuite rencontré M. GUEALBAYE MANASSET, Directeur de l'Office de promotion industrielle du Tchad.

Nous avons eu ultérieurement un entretien au Palais du Gouvernement avec M. YAMTEBAYE Nadjitangar, Directeur de l'Industrie et des coopérations au Ministère du Commerce et de l'Industrie, ainsi qu'avec M. ADOUDOU Adil Artine, Vice-président de la Chambre Consulaire.

Au titre de promoteurs, nous avons été conduit à des entretiens prolongés concernant 5 projets intéressants, pour lesquels nous avons établi fiche et rapport.

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> . projet COACIT - unité de jus de fruits
M. KOLINGAR . projet de création d'une culture de maïs
et de haricots
M. ADOUDOU (déjà cité) . projet de création d'une unité de produc-
tion de concentré de tomate
M. ADOUDOU . projet SODIMEX - création d'une unité de
tannerie (wet blue)
M. Khalil DJALAL
accompagné de M. Guy OLIVIER (conseiller
en Génie civil | <p>voir fiche ci-jointe</p> <p>" "</p> <p>" "</p> <p>" "</p> |
|---|--|

. projet de Mégisserie du Tchad
M. TIMON Mbaïasbe

fiche ci-jointe

Avec l'accord des deux parties, nous avons suggéré que ces deux projets (SODIMEX et TIMON) soient réunis en un seul et limité pour l'instant à la production de wet blue.

Cette suggestion a été accueillie favorablement par les intéressés.

Une fois cet inventaire terminé, nous avons rendu visite aux directeurs généraux des deux banques commerciales (et accessoirement de développement) du Tchad

M. Mahamat FARRIS, Administrateur Directeur général de la Banque Tchadienne de Crédit et de Dépôts (Groupe Crédit Lyonnais), également membre du Comité Central du Parti UNIR, parti unique du Tchad.

M. Philippe BLANCARD, Directeur général de la B.I.A.T. (filiale de la B.I.A.O. au Tchad).

Cela nous a permis de recueillir des appréciations sur la surface et sur la moralité des promoteurs ci-dessus cités.

Nous avons eu également l'occasion de rencontrer, en compagnie de M. ADOUDOU, le Ministre des Mines de la République du Tchad.

Nous avons également rendu visite à S.Exc. M. GENDRAUD, Ambassadeur de France, qui nous a mis en rapport avec M. LACOGNATA, Chef de la Mission Française de Coopération et le remplaçant par intérim de M. GRAVELLI, de la Caisse Centrale de Coopération Economique.

Nous avons travaillé continuellement en liaison avec le secrétaire général de la Chambre Consulaire et le Directeur de l'OPIT.

Il ne nous a pas été possible, malgré tous nos efforts, de rencontrer M. Thomas KEIRO qui avait présenté un projet de transformation du manioc (projet CHD/OOI/V/8507 ONUDI). De toutes façons, il semble qu'il soit en rapport avec son homologue camerounais, M. DJOMSEU, que nous connaissions antérieurement.

Nous n'avons pas rencontré non plus la SONAPA (société d'Etat) qui exploite une laiterie, un centre avicole et une usine d'aliments de bétail et volaille (promoteur en rapport avec le C.D.I.).

Nous avons également une fiche de projet pour une fabrication de concentré de tomate émanant de la Sté EL KANEMI, présenté au Forum de Libreville en 1987. Ce promoteur a renoncé à son projet, comme il est dit plus haut, par M. ADOUDOU.

Enfin, en ce qui concerne un projet de boissons non alcoolisées présenté au Forum de Libreville 1985 (CHD/002/V/8507 ONUDI) ce projet a été réalisé au sein de la Société des Boissons Gazeuses du Moyen-Chari.

.../...

Au cours de nos investigations, nous avons rencontré M. Alphons EILIGMANN, envoyé du Bureau de Consultants ORLORUP (Pays-Bas) sur un contrat C.E.E. de préparation du Forum de Yaoundé 1989 et visant toutes les branches industrielles aussi bien agricoles que de la filière bois.

Notre impression générale sur ce pays est la suivante :

- 1/ l'état d'avancement de la reconstruction de N'DJAMENA est surprenant
- 2/ il semble qu'il existe un certain nombre de personnes possédant une fortune personnelle importante et qui seraient disposées à participer à des investissements rentables et bien étudiés.

On sent dans ce pays un désir de développement au delà des destructions de la guerre, qu'apparemment la population ne voudrait pas voir se renouveler.

Les gens sont travailleurs, fiers de leur nationalité, courageux et capables de sacrifices.

Une liste des contacts, avec noms et adresses, évoqués dans le présent rapport. Elle est jointe en annexe ainsi qu'un exemplaire du Code des Investissements et des conditions d'installation au Tchad d'entreprises industrielles.

S / C A M E R O U NDJ 30 JUIN AU 8 JUILLET 1989

Venant de BANGUI, nous sommes arrivés dans la matinée du 30 juin à l'aéroport de YAOUNDE, grâce à l'amabilité du Gouverneur de la B.E.A.C., Monsieur Casimir OYE M'BA, un ami de 20 ans, qui se trouvait à BANGUI en même temps que nous et nous a proposé de nous joindre à lui, Madame HENIN SPINDLER et moi-même, dans l'avion spécial qui le ramenait directement de BANGUI à YAOUNDE.

Ceci fut précieux car la Compagnie CAMEROON AIRLINES ayant brusquement changé ses horaires (retardé de 2 heures pour le vol BANGUI/DOUALA) nous aurions dû coucher à DOUALA pour repartir sur YAOUNDE le vendredi matin, sans avoir d'ailleurs la certitude de trouver une place dans l'avion.

A l'arrivée à YAOUNDE, nous étions attendus par le Directeur du Protocole national de la Présidence de la République, M. Martin BELINGA, ancien chef de la Mission Economique du Cameroun à Paris.

Nous avons pris contact immédiatement avec M. KONARE, conseiller hors siège de l'ONUDI.

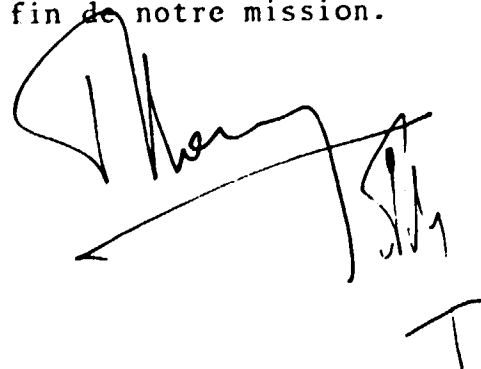
Notre mission ne prévoyant pas l'identification de promoteurs au Cameroun, nous avons apporté notre totale assistance à Madame HENIN SPINDLER, tant à YAOUNDE qu'à travers l'ouest du pays et à DOUALA où elle avait de nombreuses et importantes démarches à accomplir.

Nous avons mis à sa disposition nos relations nombreuses et nous pensons avoir ainsi facilité sa tâche.

Nous sommes rentré à Paris le samedi 8 juillet, pour repartir à VIENNE le dimanche 9 par le vol OS du soir, afin d'être au travail dès le lundi matin au siège de l'ONUDI.

Après 4 jours passés au siège, nous nous sommes rendu à Bruxelles, conformément à notre mission, pour rendre compte au C.D.I. des détails de notre travail.

Nous avons, comme il était prévu, quitté Bruxelles, le mercredi 19 juillet 1989, date de la fin de notre mission.



A large, stylized handwritten signature is present, followed by the initials 'S.M.' and a large letter 'T' written below it.